

LE PIAF

gratuit !



N°14 - MAI 2007

www.le-piaf.org

Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - L'occident face à l'Iran :
100 ans d'hypocrisie

[EUROPE OÙ VAS-TU ?]

P3 - PPIAF, avec le P
de privatisation

P4 - Allemagne :
croyez-vous au miracle ?

[CULTURE]

P5 - Santé et environnement
sur grand écran

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P5 - Faut-il tuer les chômeurs ?

P6 - Y a pas de suicide au Sahel

P7 - Du chiffre et des lettres
d'expulsion

P8 - ~~LOGEMENT~~ :
faisons l'état des lieux !

P9 - Un ~~LOGEMENT~~ pour tous
ou tous pour un logement ?

P10 - Critique de la
~~CROISSANCE~~ pure

P11 - Vers une autre
(dé)~~CROISSANCE~~ ?

P12 - UN PEU PLUS À DROITE ?
+ AGENDA

LECTEURS DU PIAF,

ENVOYEZ-NOUS

VOS AVIS, SCOOPS, COUPS DE BEC !

contact@le-piaf.org



Allemagne : croyez-vous au miracle ?



À en croire la presse française, l'Allemagne aurait finalement surmonté le choc économique de la réunification : les « réformes » libérales engagées par l'ancien chancelier Gerhard Schröder (socialiste) en 2001, continuées par Angela Merkel (droite) depuis 2005, donneraient enfin leurs fruits. La croissance est passée de 0,9 % en 2005 à 2,5 % en 2006 et la part du déficit dans le PIB de 3,2 % à 1,9 %, ce qui a permis au pays de respecter pour la pre-

mière fois (depuis 2002) le Pacte européen de stabilité. De 11,7 % en 2005, le taux de chômage officiel est tombé à 10,8 % en 2006. Mais que se passe-t-il derrière ces chiffres, qui servent en France à justifier la même thérapie libérale pour l'économie française ? Pourquoi 82 % de la population (90 % à l'Est) se sentent-ils politiquement hors-jeu¹, estimant qu'« aucune considération n'est donnée aux intérêts du peuple » ? [SUITE EN P4]



L'occident face à l'Iran : 100 ans d'hypocrisie

Le message que les médias occidentaux, dans leur grande majorité, essaient de nous faire passer sur le dossier iranien, est le suivant : l'Iran est une puissance dangereuse et prête à tout au nom de l'islam, contre laquelle nous, démocrates occidentaux, devons prendre des positions très fermes conformes à nos valeurs humanistes, pacifistes et universelles. Retour sur un siècle d'hypocrisie, d'arrogance et de mensonges.

Acte I : durant la première moitié du XX^e siècle, le pétrole iranien est détenu par une compagnie britannique qui reverse 16 millions de livres de royalties à l'État iranien alors qu'elle en retire 200 millions de profits annuels. Londres doit se contenter de crier à l'« expropriation » lorsque Mossadegh, devenu premier ministre d'Iran, nationalise le pétrole en 1951.

Acte II : 1953. Washington, inquiet du rapprochement entre Mossadegh, le Parti communiste iranien et Moscou, organise un coup d'État contre le leader nationaliste. Humiliation des Iraniens, qui n'oublieront jamais cette ingérence et voueront un culte à Mossadegh, symbole de l'indépendance iranienne.

Acte III : les États-Unis, devenus les conseillers du Shah, le poussent à engager le pays dans une réforme agraire. Celle-ci menace les propriétés foncières du clergé chiite, qui lance alors un mouvement de contestation. La colère éclate lorsque Washington impose en outre aux dirigeants iraniens d'adopter une loi humiliante prévoyant que le personnel américain présent dans le pays ne pourra être jugé que par les tribunaux des États-Unis. Khomeiny, fer de lance du mouvement, est expulsé en 1964. Il continuera, depuis son exil, à dénoncer l'impérialisme américain.

Acte IV : Durant les années 70, l'Iran lance, avec l'aide des occidentaux (Allemagne, États-Unis, France), un programme nucléaire à usage civil.

Acte V : 1979 : le régime s'effondre brusquement sous la pression de la rue. Khomeiny revient en héros et met en place un régime islamique. Washington, qui avait largement sous-estimé l'ampleur de la colère populaire, perd alors un allié de taille dans la région.

Acte VI : en 1980, Saddam Hussein attaque l'Iran. Les États-Unis soutiennent l'Irak et lui fournissent une panoplie ravageuse d'armes de destruction massive utilisées contre l'Iran. Tout en fournissant à l'Iran, dans le plus grand secret, des pièces de rechange pour leurs avions américains hérités du Shah...

Acte VII : les États-Unis deviennent le premier partenaire commercial de l'Iran. Pour sauver leur crédibilité, ils votent alors les « lois d'Amato » qui aggravent les sanctions à l'égard de l'Iran en limitant le volume des échanges. Ce qui n'a pas empêché les firmes pétrolières américaines d'importer du pétrole iranien raffiné dans des pays tiers...

Acte VIII : 2001 : Un « réformateur », Khatami, est élu à la présidence iranienne. Georges W. Bush attaque les talibans afghans, qui sont également des ennemis de l'Iran. Malgré ces intérêts

convergents qui auraient pu être le point de départ d'une « réconciliation diplomatique », Georges W. Bush classe l'Iran dans « l'Axe du Mal ». Stupéfaction chez les réformateurs iraniens, qui voient s'envoler tout espoir de détente.

Acte IX : Ces mêmes nations qui ont aidé l'Iran à développer un programme nucléaire civil dans les années 70 s'inquiètent sur son utilisation à des fins militaires (notamment contre Israël dont la destruction reste l'un des objectifs constitutionnels du régime iranien), et lui demandent d'y mettre fin.

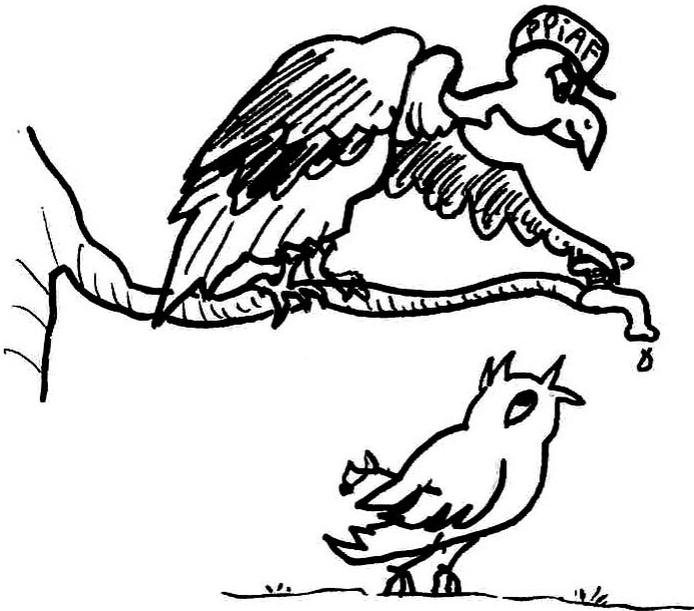
Acte X : le 23 mars dernier, des marins britanniques patrouillant au large des côtes irakiennes, sont arrêtés par les autorités iraniennes, accusés de naviguer illégalement dans les eaux territoriales iraniennes. Les pays européens s'offusquent et soutiennent les Britanniques. Mais s'est-on simplement interrogé sur la légitimité de la présence des Britanniques dans ce secteur ? Non. L'impérialisme n'est-il qu'une maladie américaine ? Les Iraniens peuvent en tout cas considérer cette arrogance comme une véritable provocation.

Magali



PPIAF, avec le P de privatisation

Des homonymes, *Le Piafen* a beaucoup, de l'association « Pour un intérieur avec fenêtres » au laboratoire Inra « Physiologie intégrée de l'arbre fruitier ». Le « Public-Private Infrastructure Advisory Facility » (PPIAF, conseil en infrastructures publiques-privées), bien qu'imparfaitement homonyme, mérite une attention plus particulière.



L'objectif affiché de cet organisme est d' « *aider à éliminer la pauvreté et mettre en oeuvre un développement durable par des partenariats publics-privés dans les infrastructures* », notamment pour l'accès à l'eau. Mais pour le PPIAF, aider au développement, c'est exclusivement conseiller les pays pauvres sur la meilleure manière de privatiser l'eau, les transports, l'énergie... Le PPIAF fournit non seulement l'aide technique en matière législative et institutionnelle, mais conseille aussi en « Consensus Building » (élaboration de consensus) : en clair, comment faire taire en douceur l'opposition¹. Qu'un groupe de fanatiques du marché propose de la consultance en privatisation, pourquoi pas. Le problème est que le PPIAF, impliqué dans la privatisation de l'eau de 37 pays, est financée par tous les pays du G7 et agit sous l'égide

de la Banque mondiale. Depuis 2005, l'Union européenne finance également le PPIAF, alors même que certains membres du PPIAF ont retiré leur soutien, notamment la Norvège, qui ne considère plus « *ce fonds comme un moyen de résoudre le problème de l'accès à l'eau pour les pauvres* ». Une position légitimée par le rapport 2006 des Nations unies sur l'eau, qui constate que privatisation rime avec augmentation des tarifs de l'eau, rendant celle-ci inaccessible aux plus pauvres². A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, en mars 2007, 60 ONG ont appelé l'Union européenne à cesser son soutien à la privatisation de l'eau. Les porte-parole de l'UE ont répondu que nos multinationales de l'eau apportaient la prospérité, des infrastructures et une gestion transparente aux pays pauvres³. L'UE en est tellement convaincue qu'elle a lancé

en 2006 son propre PPIAF, le Private Sector Enabling Environment Program (PSEEP), rebaptisé récemment BizClim (*i.e.* climat propice au business). Pour l'instant, BizClim a organisé le Business Forum UE-Afrique (novembre 2006) et le ACP Business and Investment Forum (décembre 2006), tournés vers l'investissement privé au Sud. Du PPIAF à BizClim, seul le nom semble devoir changer.

Folubert Sansonnet

1 - Rapport 2006 du PPIAF.

2 - 2^e Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau, mars 2006.

3 - euobserver.com, 15 mars 2007.

Source : Corporate Europ Observatory <http://www.corporateeurope.org/murkywater.html>

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchamp
75018 Paris - France
contact@le-piaf.org
www.le-piaf.org

Directeur de la publication : **Le Piaf**

Comité de rédaction : **Alex D., Aldo Bernard, Bo.F, Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, M. Solal, Magali, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Robert Moisneau.**

ISSN : 1957-0031

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation). <http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>



[SUITE DE LA UNE] 47 % des Allemands considèrent même que des élections ne peuvent rien améliorer (56 % à l'Est). On devrait consulter le peuple avant d'ouvrir le champagne.

Le coût de la compétitivité

L'Allemagne est le plus grand exportateur du monde et ses produits trouvent un marché toujours grandissant avec la percée dans l'économie mondiale des pays asiatiques. Comme ailleurs, ses « champions nationaux » ont déclaré des profits records en 2006, avec des hausses annuelles de 30 % à 60 %. Le coût de cette « compétitivité » pour les salariés : des licenciements records, des délocalisations, des salaires stagnants et une augmentation du temps de travail sans hausse de salaire.

La politique économique des gouvernements Schröder et Merkel accompagne ce mouvement. En attendant la « flexibilisation » totale du travail (droit de licencier sans entrave) réclamée par les entreprises et des économistes, une réforme du contrat de travail a facilité la création de jobs temporaires et précaires. Côté caudeaux, le parlement vient de voter

une réduction massive des impôts sur les entreprises, dont le taux passe de 38,7 % à 29,8 %. Censée attirer l'investissement et rendre encore plus « compétitifs » les champions nationaux, cette baisse représente au moins 8 milliards d'euros par an. De même, les impôts sur les dividendes et les plus-values² passeront de 42 à 25 %.

Cette générosité est financée par une hausse de la TVA, portée de 16 à 19 % le 1er janvier 2007, et par une politique d'austérité budgétaire en matière sociale depuis 2001 : réforme du système d'assurance santé ; augmentation de l'âge de retraite de 65 à 67 ans ; réduction des pensions ; mesure « Hartz IV ». Mis en oeuvre par le gouvernement socialiste en 2005 et provoquant de grandes manifestations, Hartz IV baisse la durée et le montant d'assurance chômage. Après 12 ou 18 mois selon l'âge, les allocations cessent entièrement pour une personne sans travail, sauf si elle n'a plus d'épargne et son conjoint pas de revenus, auquel cas elle touche 350 euros par mois.

Pauvres dans un pays riche

Ainsi, tandis qu'une étude de la banque Barclays prédit une aug-

mentation du nombre des millionnaires allemands supérieure à celle de tous les autres pays, la misère s'accroît. Depuis 2005, le nombre d'enfants bénéficiaires d'allocations pauvreté a doublé. Un enfant sur six vit dans misère. L'Institut allemand de recherche économique a estimé qu'en 2005, 16,5 % des Allemands (21,5 % en ex-Allemagne de l'Est) vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 11,5 % en 1999.

L'élite française utilise l'idée du « miracle » économique allemand afin de promouvoir des « réformes » libérales en France et leur lot d'austérité. Pourtant, même parmi les élites allemande, le consensus se craquelle : en décembre, l'éditeur de l'hebdomadaire *Die Zeit* avertissait que « *si trop de personnes trouvent qu'on leur enlève la possibilité de bien vivre, elles se soulèveront. Même dans notre coin du monde, on ne peut pas garantir qu'il n'y aura pas une révolution* ».

Oliver Carmine

1 - sondage pour le magazine *Stern* en décembre 2006.

2 - Bénéfices réalisés lors de la revente d'actions.

Europe : plan B ou rebelote ?

Le référendum sur la Constitution européenne de 2006 a donné lieu à un débat démocratique intense, que l'on peine à retrouver au cours de la campagne présidentielle. Le non l'a emporté contre l'avis des principaux partis et médias... par « manque de pédagogie », continuent-ils à seriner. Or, les candidats restent très discrets sur leur vision de l'Europe, à cause sans doute, pour les partisans du oui, de la proximité de cet échec. Pourtant, les traités antérieurs, qui organisent l'Union européenne, déterminent pour une grande part les règles qui sont appliquées dans chaque pays membre, et qui nous concernent tous. La France présidera les institutions de l'Europe au second semestre 2008. Il a été décidé, qu'avant cette date, une solution devra

répondre à la crise institutionnelle due, entre autres, à l'échec du projet constitutionnel.

Pour ceux qui veulent construire une Europe plus juste, il s'agit donc de mener un combat à deux échelles — nationale et européenne — afin de peser dans les débats¹. *Le Piaf* vous proposera dans les numéros à venir un état des lieux des mouvements sociaux, des organisations et des partis de gauche dans chacun des pays de l'Union.

Bo.F.

1 - Le prochain Forum social européen aura lieu en septembre 2008 en Scandinavie.



Santé et environnement sur grand écran

Comme chaque année depuis 2003, l'association Attac organise son festival de cinéma où documentaires et débats ont la part belle. Cette année, le festival « Images Mouvementées »¹ aura pour thème « L'Homme malade de son environnement » et se tiendra du 16 au 22 mai à Paris au cinéma 7 Parnassiens².

La question de la dégradation de la santé humaine dans un environnement que l'homme détruit lui-même au nom du progrès sera centrale durant cette semaine mouvementée. Parmi les sujets proposés : le réchauffement climatique, les nouvelles technologies (nanotechnologies, biométrie), les pollutions de tous types (nucléaire, chimique, électromagnétique), la malbouffe (OGM, production industrielle, etc.) ou encore la souffrance liée à l'environnement de travail.

La sélection comprendra une trentaine de films très divers. On pourra ainsi découvrir des documentaires confidentiels tels que le magnifique *Notre pain quotidien* de Nikolaus Geyrhalter, sorti récemment en France, *J'ai mal au travail* de Jean-Michel Carré, et redécouvrir des classiques du cinéma visionnaire comme *Brazil* de Terry Gilliam et *Soleil vert* de Richard Fleisher.

Se tiendront également six grands débats avec de nombreux intervenants parmi lesquels le philosophe

Patrick Viveret, le biologiste André Cicoella, le cancérologue Dominique Belpomme, ou encore François Dufour, de la Confédération paysanne.

Trois séances seront organisées pour les publics scolaires³ proposant des lectures et des débats avec des réalisateurs autour des nanotechnologies, de la mondialisation de l'agro-industrie et des dangers de l'alimentation industrielle.

Pour changer d'air entre la présidentielle et les législatives et pour réfléchir à des questions citoyennes que la majorité des candidats ne traitent encore qu'en terme d'image politique, notez dès maintenant ce rendez-vous.

PB

1 - www.local.attac.org/images-mouvementees

2 - 98, bd du Montparnasse - 75014 Paris - Métro Vavin/Montparnasse.

3 - le vendredi 18 mai à 14h, le lundi 21 mai à 9h30 et à 13h30.

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

Faut-il tuer les chômeurs ?

Relisons l'un des « Voyages de Gulliver », tiré du roman satirique de Jonathan Swift (1726). *Le capitaine Gulliver débarque sur l'île volante de Laputa.*

« Il y a 140 ans, la province était ravagée par un mal subtil et insaisissable. Le travail semblait manquer de toutes parts. Sur dix hommes valides, il en était toujours un ou deux qui, bien que cherchant à se faire employer, n'y parvenaient point.

Le découragement était général. Fort préoccupé par la chose, le gouverneur de Laputa décida d'y mettre terme. Après longue réflexion, il ordonna que soit puni de mort quiconque resterait oisif et sans métier. [...] Saisis par la crainte de voir ces malheureux subir un sort aussi injuste, ceux

qui, dans un premier geste, voulaient se séparer d'un employé, retenaient leur passion et remettaient à plus tard. Et chacun s'animait d'un esprit entreprenant pour ceux qui restaient sans travail. Celui-ci proposait chez lui la garde d'une mère impotente. Tel autre affirmait que son moulin pouvait occuper une personne de plus. Tel autre encore suggérait de partager, tous ensemble, son travail d'artisan et le profit qu'il en pouvait tirer. Ainsi, déclarait-il, on travaillera plus et nous gagnerons plus. Si bien [...] que le gouverneur ne trouva nul motif de mettre son ordonnance à exécution. »

Des penseurs libéraux¹ veulent voir dans cette parabole la logique implacable du « travailler

plus permet de gagner plus »... bref ils vantent les bienfaits de la menace de mort pour stopper le chômage : ce qui n'est pas loin d'être vrai de nos jours où seuls les actionnaires semblent solidaires.

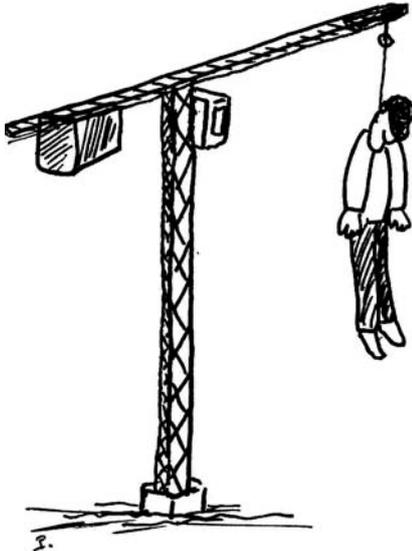
Bien au contraire, une analyse moins naïve et plus altruiste laisse penser que c'est justement la solidarité et le partage du temps de travail qui permettent de sortir du chômage.

G.K.W. VanDenParaboum
d'après www.actuchomage.org

1 - Constantin Barutciski dans le blog de la droite libre
<http://blog.ladroitelibre.com>



Y a pas de suicide au Sahel¹



A propos de Nicolas Sarkozy, le philosophe Michel Onfray s'étonnait de sa « *métaphysique de droite* » : il y a « *les Bons, les Méchants [...], les Courageux, les Faïnésants, les Travailleurs, les Assistés, un genre de théâtre sur lequel chacun joue son rôle, écrit bien en amont par un Destin qui organise tout.* »² Nicolas Sarkozy affirmait alors, en niant tous les grands sociologues et psychanalystes depuis un bon siècle, que si les jeunes se suicident « *ce n'est pas parce que leurs parents s'en sont mal occupés ! Mais parce que, génétiquement, ils avaient une fragilité* »... Facile. Ce n'est pas la faute de la société si un jeune se retrouve acculé au suicide, c'est le destin. On oublie vite que tous les pays du monde n'ont pas le même taux de suicide, qu'on se tue plus sur une île pauvre que dans un grand pays riche. Et on se croise les bras face aux 10 000 morts par suicide en France par an. Les suicides à cause du travail sont en augmentation et touchent aujourd'hui des cadres, managers,

ingénieurs dans des entreprises où on n'imaginait pas une telle détresse (Renault, Sodexho, Edf, etc.). Ces faits divers sont moins relatés par les médias que les crimes pervers et pourtant ils sont des témoins précieux de l'état du monde du travail.

Les suicides au travail de ces derniers mois ont touché des salariés bien payés, occupant des postes de responsabilité, voire de prestige que beaucoup envient. Pire encore, ils semblaient tous aimer leur métier (comme la grande majorité des actifs d'ailleurs). C'est même leur goût pour leur métier qui les a tués semble-t-il. Pour certains, c'était la pression de produire un travail de qualité malgré des conditions de travail et de sécurité absurdes (centrale EDF). Pour d'autres, c'était l'obligation de gérer une équipe en se montrant trop dur avec elle (gestion d'une cantine Sodexho). Mais pour la plupart, on évoque la dégradation des rapports humains dans l'entreprise et le poids d'une hiérarchie incompétente mais exigeante (Renault). On évoque aussi un vrai changement de mentalité : les gens refusent d'effectuer des tâches sans en savoir le but, se heurtant ainsi aux logiques de la direction des multinationales qui prennent souvent des décisions contradictoires. Tout ceci crée un climat de stress permanent où à chaque fin (même heureuse) d'une lourde tâche, une nouvelle vous attend.

Denis Gautier-Sauvagnac, le grand patron « négociateur » du Medef, réagissait dans l'émission *Riposte* sur France 5³ à des interventions de syndicalistes et de sociologues qui tentaient de lui expliquer que le responsable de ces

suicides était ce nouveau monde de l'entreprise. La caricature à cravate du Medef a simplement répondu qu'il faudrait dorénavant gérer un peu mieux les ressources humaines. L'idée de donner à l'entreprise une responsabilité sociale ne l'a même pas effleuré.

On peut se demander, comme le psychologue Christophe Dejours⁴, si, sur le fond, l'organisation du travail a vraiment changé depuis Taylor et le travail à la chaîne.

G.K.W. VanDenParaboum

l'Armée de réserve

Une analyse, déjà bien cynique, du monde du travail a été donnée par Marx avec la description de « *l'armée de réserve industrielle* ». Cette armée, c'est l'exigence des entreprises capitalistes d'avoir une main d'œuvre potentielle suffisamment abondante pour que les employés n'aient pas trop d'exigences sur les salaires et ne se désintéressent par de leurs tâches les plus rébarbatives. Cette notion sordide s'est modernisée avec le fameux NAIRU⁵, le taux de chômage nécessaire à un pays pour qu'il n'y ait pas d'inflation. ■

1 - J.-J. Goldman : chanson *Petite fille*.

2 - <http://michelonfray.blogs.nouvelobs.com/archive/2007/04/03/le-cerveau-d-un-homme-de-droite.html>

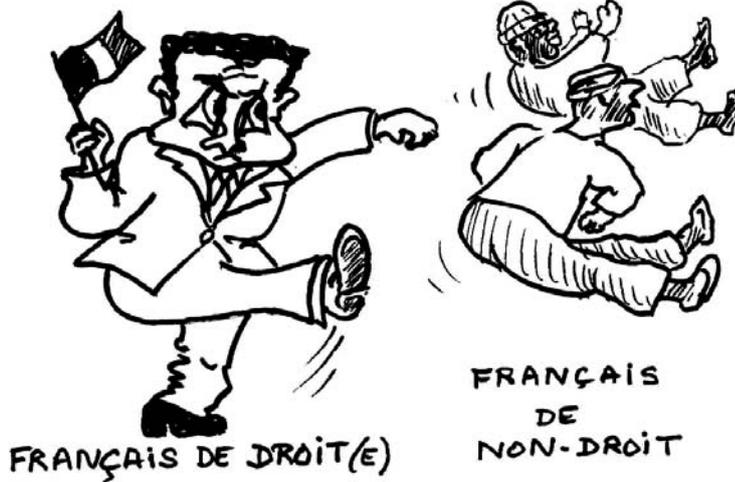
3 - « Le travail... à quel prix ? » diffusée le 1^{er} avril 2007.

4 - *Travail, usure mentale*, Bayard éditions, 1993.

5 - Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment.



Du chiffre et des lettres d'expulsion



A l'été 2006, les familles de sans-papiers avec enfants scolarisés avaient eu une lueur d'espoir : la circulaire du 13 juin 2006 sur leur régularisation laissait entrevoir un zeste d'humanité de la part de la droite sarkozienne. C'était compter sans les quotas implicites fixés par le ministère de l'Intérieur : le rapport présenté par la Cimade¹ le 5 avril met en lumière, témoignages à l'appui, le flou des critères de régularisation, l'arbitraire et le manque de transparence des procédures, qui ont permis de rejeter 80 % des dossiers, conformément aux souhaits du ministre.

Le démagogue en chef de l'UMP a continué à faire du chiffre en organisant des rafles : aux abords des distributions de vivres des Restos du cœur et à la sortie du métro Belleville à Paris (beau « vivre » d'étrangers permettant d'améliorer les statistiques) ou encore, en dépit des engagements pris, à la sortie des écoles... Même les policiers crient aux cadences infernales : le syndicat majoritaire Unsa-Police, réuni en meeting à Paris le 3 avril, a dénoncé cette politique de rendement maximum² et l'exploitation politicienne des missions de la police.

Toute préoccupée par son rendement, la machine à expulser en oublie les principes élémentaires du droit d'asile : des demandeurs sont déboutés et expulsés malgré les risques évidents qu'ils encourent. Ainsi, Monsieur Rajendram, père de famille sri-lankais, a été exécuté peu après son retour forcé au Sri Lanka. Issa, jeune demandeur d'asile tchadien, a peut-être eu plus de chance : il a « seulement » été incarcéré dès sa descente d'avion à N'Djamena, puis personne n'a plus eu de nouvelle de lui.

JMJ

1 - Cimade, « De la loterie à la tromperie, enquête citoyenne sur la circulaire du 13 juin 2006 relative à la régularisation des familles étrangères d'enfants scolarisés ».

Téléchargeable sur

<http://www.cimade.org/actus/comm117.htm>

Créée en 1939 pour venir en aide aux personnes déplacées par la guerre, la Cimade agit depuis pour l'accueil et l'accompagnement social et juridique des étrangers en France.

2 - Qui s'exerce notamment via des primes : 400 euros par an pour les recordmen de PV !

La Ligue des droits de l'Homme note les candidats

La LDH a envoyé un questionnaire sur les droits de l'homme, la démocratie et la citoyenneté à 8 des 12 candidats à l'élection présidentielle. 6 ont répondu et ont été classés selon leur attachement aux droits de l'Homme :

Dominique Voynet	19,14 / 20
Olivier Besancenot	19 / 20
Marie-George Buffet	18,86 / 20
José Bové	15,71 / 20
Ségolène Royal	12,14 / 20
Francois Bayrou	7,86 / 20

... et Nicolas Sarkozy ? Il n'a pas daigné répondre et a donc été noté sur la base de ses déclarations publiques. Il est bon dernier avec 0,57 / 20 ! ■

voir sur : www.ldh-france.org/actu_derniereheure.cfm?idactu=1441



LOGEMENT : faisons l'état des lieux !

Depuis les années 90, presque tout augmente dans le secteur du logement : hausse des prix à l'achat et à la location, listes d'attentes toujours plus longues dans le secteur social, augmentation du nombre de sans-logis et de mal logés... État des lieux et pistes à suivre.

Selon la Fondation Abbé Pierre¹, la part des revenus des ménages affectée au logement a atteint en 2005 un niveau historique, avec une de moyenne 24,7 %. Pour les revenus les plus modestes, cette part peut atteindre 40 %.

En France, près de 1,5 million de personnes sont en attente d'un logement HLM. Les listes d'attente s'allongent chaque jour davantage, comme en Île-de-France, où 70 % des ménages sont, de par leurs revenus, éligibles au logement social. Un problème aggravé par les forts déséquilibres territoriaux. En Île-de-France toujours, où la demande est particulièrement forte, la moitié des logements sociaux se situe dans 8,5 % des communes (souvent de gauche) et 40 % des communes n'en ont aucun.

Les constructions de logements sociaux sont pourtant bien en hausse : près de 80 000 logements financés en 2005, contre 42 000 en 2000. Mais les ménages à faibles revenus n'en ont pas été les premiers bénéficiaires. Au contraire : la part des logements sociaux destinés aux plus pauvres, dits « PLA » (en Prêt locatif aidé) est passée de 12 % de la production en 2000 à 9,5 % en 2005.

Concernant l'accès à la propriété, grand leitmotiv de Sarkozy et de ses amis, seule une minorité restreinte est réellement en mesure d'en bénéficier sans risques financiers.

Le prix des logements anciens a en effet plus que doublé depuis 1998. Et l'achat d'un terrain revient

de 20 % à 25 % plus cher. Malgré la hausse des prix, le nombre d'acquéreurs a atteint le chiffre record de 762 900 en 2005, mais avec des niveaux d'endettement jamais vus. La proportion des prêts sur 20 ans est passée de 5 % à 30 % entre 2000 et 2005. Songeons qu'en Angleterre, où Thatcher a lancé dans les années 80 une politique d'accès à la propriété proche de celle voulue aujourd'hui par l'UMP, la durée des prêts peut atteindre 40, voire 57 ans...

La droite rêve de faire de la France un pays de petits propriétaires conservateurs [...]

La droite rêve de faire de la France un pays de petits propriétaires conservateurs, ce qui ne profite guère aux plus nécessiteux.

En 2005, Borloo avait annoncé un plan de construction de maisons à 100 000 euros au rythme de 20 000 à 30 000 unités par an. Une idée séduisante, mais ce prix ne tient pas compte de celui du terrain. Le coût total s'approche donc en moyenne de 150 000 euros. Les ménages s'endettent sur 15 ou 20 ans pour payer la maison, et en reprennent pour 15 ans pour le terrain. Bien au-dessus des moyens des classes populaires, ce plan visait surtout les classes moyennes. Et c'est pour l'instant un échec : les estimations ont été revues à la baisse, avec 20 000 maisons construites sur 5 ans.

Une autre stratégie consiste à vendre les logements HLM, comme l'a par exemple préconisé Sarkozy dans le département des Hauts-de-Seine, qu'il dirige. Alors que le nombre de bureaux se multiplie dans ce secteur (surtout à la Défense), la vente annoncée de 4000 logements va contribuer à l'accroissement du parc privé et fera en même temps monter les prix de l'immobilier.

Pourtant, pour enrayer la hausse des prix et la spéculation, mais aussi les logiques d'exclusion, de sélection et de ségrégation sociales qui en résultent, des solutions existent. Contre les lois du marché et la politique du « tout privé », une intervention forte des pouvoirs publics locaux et nationaux doit s'imposer. D'abord par l'application de la loi de réquisition des logements vacants (près de 2 millions). Mais surtout en faisant appliquer la loi « Solidarité et renouvellement urbain » (SRU) imposant un minimum de 20 % de logements sociaux aux communes de plus de 1500 habitants. Sans l'application de cette loi, la loi sur le « droit au logement opposable » votée en urgence l'hiver dernier n'a aucun sens. Pourquoi ne pas condamner à l'inéligibilité les maires des villes qui la contournent (environ 160, surtout de droite) : un moindre mal pour ces hors-la-loi, comparé aux 100 000 jugements d'expulsions prononcés chaque année en France... **Robert Moiseau**

1 - Fondation Abbé Pierre, L'état du mal-logement en France, rapport annuel, 2007.



Un LOGEMENT pour tous ou tous pour un logement ?

La campagne pour l'élection présidentielle est terminée ? Ne raccrochez pas, il reste encore les législatives ! Petit tour d'horizon des propositions en matière de logement.



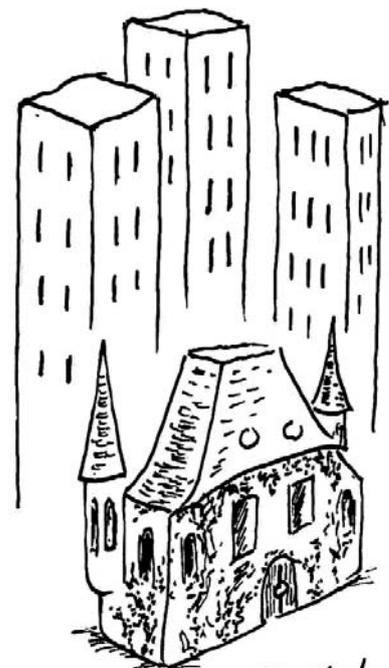
Toute la classe politique s'est indignée et prononcée pour un véritable « droit au logement »... Mais pour qui ? Ce qui saute aux yeux en étudiant l'ensemble des programmes, ce n'est pas seulement la faible importance accordée à la question par la droite, mais aussi et surtout la différence fondamentale dans le traitement du problème sur le fond : priorité à la mise en place d'un « service public du logement » et d'une « sécurité logement tout au long de la vie » à gauche, priorité au développement de la propriété pour l'UMP et le FN. Le programme de l'UMP se résume même quasi-exclusivement à « l'accès à la propriété » : aides fiscales (déduction des intérêts d'emprunt) et renforcement de la sécurité des propriétaires contre les risques d'impayés. Celui de l'UDF le rejoint sur ce point. A gauche, seul le PS évoque cette question, mais sous un angle beaucoup plus social (prêts à taux zéro, accession à la

propriété des locataires de logements sociaux qui auront payé pendant 15 ans leur loyer). Revenons à l'essentiel : le logement social et la mixité sociale. Inutile de préciser que ce principe de mixité sociale est la bête noire du FN qui lui préfère la « priorité aux Français ». L'UMP est muette sur ce sujet majeur : un silence qui en dit long. Les partis de gauche et l'UDF se retrouvent sur l'idée de respect de la loi SRU avec des sanctions accrues et une intervention de l'Etat dans les communes qui manquent à leurs obligations. Mais seuls les partis de gauche expriment une véritable volonté politique de construction massive de logements sociaux : 120 000 par an pour le PS et le PC, 250 000 pour les Verts. Ils s'accordent également sur l'extension de la maîtrise publique des sols (à des degrés divers) et sur une revalorisation des aides pour limiter le montant des dépenses de logement dans le revenu des ménages

(«bouclier logement »). Les différences entre ces partis de gauche ? Le PS se distingue essentiellement sur la question de l'expulsion des locataires : en contrepartie de la mise en place d'un service public de la caution, il souhaite simplifier les procédures d'expulsion des locataires « de mauvaise foi ». La LCR et le PC se prononcent à l'inverse en faveur d'une interdiction des expulsions. D'autre part ils insistent tous, sauf le PS, sur l'application de la loi de réquisition des logements vacants (2 millions en France).

Un conseil donc à tous ceux qui ne voient plus les différences ou ne veulent plus les voir : éteindre sa télévision et lire les programmes.

Magali



A quand les 20% de logements de luxe ?



Critique de la CROISSANCE pure

« Avec moi, la croissance va reprendre. C'est la seule façon de sortir de la crise ».



Qui a dit cette phrase ? A quelques nuances près, tous les candidats à la présidence, du PS à l'UMP. Chacun l'a dite avec un sourire étudié pour donner confiance aux salariés comme aux investisseurs. Et avec ce sourire, ils assènent des promesses de plein emploi, d'arrêt des délocalisations sauvages, de décollage des bassins industriels sinistrés...

Cherchons l'(es) erreur(s) dans cette phrase... car il y en a beaucoup.

Tout d'abord : quelle puissance magique donne à un(e) président(e) tout(e) neuf(ve) le pouvoir de relancer une chose aussi immatérielle que l'économie ? On se croirait revenu aux croyances qui dotaient le nouveau roi du pouvoir de guérir les lépreux. En touchant à une subvention par ci et en supprimant une taxe par là, le moteur va ronronner. On oublie momentanément la « crise » dans laquelle nous sommes censés vivre depuis 30 ans, une crise engendrée par le système boursier et par cette guerre économique absurde qui oppose les peuples de cette planète...

Continuons le jeu des erreurs : la croissance économique désigne l'augmentation de la production d'un pays pendant une année. Elle est calculée en euros à partir du PIB (produit intérieur brut) qui comptabilise aussi bien les ventes à l'étranger que l'argent dépensé pour reconstruire après un incendie. Depuis les 30 glorieuses, années qui ont vu la reconstruction du monde après la 2ème guerre, la croissance est devenue, dans les esprits, synonyme de progrès social et

d'augmentation du bien-être. Depuis les années 1970, nous sommes en période « de crise ». Aux États-Unis, les revenus de chaque habitant et les indices mesurant la santé ont stagné alors que le PIB a régulièrement augmenté.

Pourquoi alors appeler à la reprise de la croissance ? Parce qu'elle apparaît à ces candidats comme le seul moyen de financer notre bien-être et notre protection sociale... C'était peut-être vrai dans le passé. Mais cette croissance est mal répartie et creuse chaque jour davantage un fossé entre pauvres et trop riches, que ce soit entre les peuples ou au sein des nations. De plus, cette croissance incontrôlée pousse les pays industrialisés à une production absurde qui dégrade l'environnement et assèche les ressources énergétiques. Pour, au final, nous proposer des produits de consommation et de hautes technologies qui créent plus de frustrations que de confort.

En définitive, ces « présidentiables » auraient plutôt dû nous dire : « Avec moi, les choses ne risquent pas de changer, rassurez-vous... »

G.K.W. VanDenParaboum

LE CITOYEN BAYROU RÉVOLUTIONNE LE SYSTÈME





Vers une autre (dé)CROISSANCE ?

Plusieurs courants politiques proposent depuis longtemps de remettre en cause cette croissance sans âme. Les courants écologistes demandent bien entendu que la nature passe avant l'économie, mais certains oublient parfois de penser à l'homme. Les courants d'extrême-gauche pensent à faire passer l'homme avant l'économie, mais refusent souvent de parler d'écologie, gardant une foi religieuse dans le progrès technique (le PC a toujours été pro-nucléaire).

Développement durable ou soutenable

Le courant altermondialiste remet en cause cette idée de croissance, préférant parler d'un "développement soutenable" qui contiendrait tout à la fois une exigence de culture, de progrès scientifique et de progrès social tout en respectant les normes écologiques. Plutôt que parler de croissance, il serait plus utile d'utiliser des indices de développement humain, comme celui de l'ONU qui prend en compte l'espérance de vie et la scolarisation. Aujourd'hui, aucun gouvernement ne prévoit la fin du pétrole et peu de pouvoirs politiques démocratiques osent s'opposer à cette économie sans âme mais surtout sans tête. Ainsi avec un vrai contrôle démocratique de l'économie, nous pourrions avoir une meilleure répartition des richesses et des projets écologiques à l'échelle de la planète.

Malheureusement, ces belles idées ont vite été édulcorées par les médias et les gouvernements pour créer le fameux « développement durable », où la culture par exemple est absente. Les grandes entreprises utilisent aujourd'hui ce terme pour toutes leurs campagnes publicitaires.

Croissance ou décroissance

C'est pourquoi des économistes d'inspiration libertaire ont créé le terme dérangentant de « décroissance », c'est-à-dire la perte partielle de notre fameux progrès industriel sans âme. En effet, si tous les Terriens avaient un niveau de consommation équivalent à un pays comme la France, il faudrait plusieurs Terres. Si nous voulons demain atteindre un même niveau de vie, le monde occidental doit accepter de... décroître et de se réjouir du développement du reste du globe. Cette belle idée demande des efforts à chacun d'entre nous, en essayant de ne pas perdre nos accès à la culture, à la communication et à notre confort. Cela demande par exemple d'arrêter de construire des bâtiments où l'abondance de vitres

implique d'abuser du chauffage et de la climatisation. Mais c'est également à chacun d'adapter son mode de vie à l'exigence écologique, comme par exemple de manger moins de viande car l'élevage intensif est coûteux pour la nature.

G.K.W. VanDenParaboum

Pour en savoir plus :

Le développement a-t-il un avenir ?, Attac, éditions Mille et une nuits.
www.decroissance.org

Citations croissantes

« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire et, certainement, plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. » [11/10/01]. Michel de Fabiani, président de British Petroleum France.

« Où est, s'il vous plaît, la garantie du progrès ? » Charles Baudelaire.

« Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face aux besoins. » Jacques Chirac au sommet de la Terre à Johannesburg en 2002. ■





LE PIAF - N°14 - MAI 2007



[AGENDA]

LE RÔLE DES IMMIGRÉS DANS LA MUTATION DES CLASSES SOCIALES
Une conférence de Gérard Noiriel
Vendredi 4 mai - de 19h à 21h -
Maison des sciences de l'Homme - salle
215 - 2^e ét. - 54, Bd Raspail - Paris 6^e.
www.msh-paris.fr

FESTIVAL « UN AUTRE MONDE »
Samedi 5 et dimanche 6 mai -
salle des Gravelles, La Boisse (01).
www.mjc-3cm.org

6^e FORUM PAYSANS CITOYENS :
« RELOCALISONS L'ALIMENTATION ! »
Mercredi 8 mai, à Allouville-Bellefosse (76).
www.espoir-rural.fr

BIODIVERSITÉ EN DANGER
Soirée d'information sur les risques
liés à la perte de biodiversité et les
moyens d'y faire face.
Mardi 15 mai - 20h30 - La Passerelle -
3, rue St-Hubert - Paris 11^e.
www.alapasserelle.org

**FESTIVAL DES RÉSISTANCES
ET DES ALTERNATIVES À PARIS (FRAP)**
Du 11 au 20 mai - Paris.
<http://frap.samizdat.net/>

« LE VENT SE LÈVE »
Projection/débat autour et en
présence du réalisateur Ken Loach,
de retour du festival de Cannes.
Mercredi 21 mai - Faculté de Jussieu -
Paris 5^e.
<http://agircontrelaguerre.free.fr>

« LA NOUVELLE QUESTION INDIGÈNE.
PEUPLES AUTOCHTONES
ET ORDRE MONDIAL »
Dimanche 30 mai - 19h - salle des docu-
ments cinématographiques - 38, av. des
Ternes - Paris 17^e.
www.gabrielperi.fr

CONTRE-SOMMET DU G8
A Rostock, et partout dans les grandes
villes pour des manifestations.
Du 2 au 8 juin - Rostock - Allemagne.
<http://anti-g8.effraie.org>
www.cadtm.org

POUR LES PARISIENS :
★ l'agenda mensuel des résistances
et des alternatives est sur
<http://letohubohu.free.fr/>
★ un nouvel agenda militant sur
<http://demosphere.eu>



[BULLETIN D'ABONNEMENT]

LE PIAF



Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès, pour le lire et le partager.

Vous pouvez l'imprimer à partir du site www.le-piaf.org
Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.
Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**
Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

- 1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €
- RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO
- 30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €
- PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT
- ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)
- FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

EMAIL